

LES REBELLES

N°1

JUIN 81

BULLETIN DE DEBATS DE PRISONNIERS 4 F
POLITIQUES ET SOCIAUX

Edito

A l'heure où nous écrivons cet édit de présentation de ce journal "Les Rebelles", la plus grande confusion, et les plus grandes illusions règnent dans les rangs de ceux qui touchés par l'état de grâce social démocrate baissent les bras et croient que tout est fini.

Les os à ronger que nous jette le pouvoir nouvellement mis en place ne sont pas de nature à remettre fondamentalement en cause, l'urgence et l'absolue nécessité de donner la parole aux prisonniers sociaux et politiques. En finir avec les prisons, coordonner les divers collectifs existants en laissant s'exprimer ceux qui luttent,

en engageant des débats sur toutes les positions défendues aujourd'hui, et cela à tous les niveaux : des simples (mais vitales et justes) revendications minimum des prisonniers à l'expression politique des camarades qui défendent la lutte armée, en passant par ceux qui luttent contre les QHS.

C'est pourquoi, malgré les libérations promises ou acquises, de nombreux camarades restent en taule, de nombreux prisonniers sociaux demeurent à la merci de la bourgeoisie.

Ce premier numéro est visiblement déséquilibré, et ne donne la parole qu'à des camarades défendant la lutte armée.

Nous espérons que le numéro 2 verra la parution de textes sur les conditions de détention des droits communs, qu'il rendra compte des luttes des prisonniers de Bois

d'Arcy et surtout que la vision de l'univers carcéral ne se limite pas au seul aspect français. Contre l'Internationale des Etats policiers et des prisons, nous rendrons compte des luttes des prolétaires emprisonnés dans les autres

"nécropoles impérialistes". Pour que ce journal vive, il ne peut qu'être le reflet de préoccupations et de besoins collectivement ressentis et assumés, c'est pourquoi nous attendons beaucoup de courrier.



révolutionnaires,
Remarquez les superbes pistolets
et l'abondance de munitions.

Ce texte a été écrit par certains militants d'ACTION DIRECTE. Il n'engage qu'eux et pas les inculpés d'A.D. dans leur ensemble

"L'identité révolutionnaire.... Dans l'agonie de l'isolement, c'est ce processus que l'on vise à briser et réviser par la privation de ce dont elle dépend : la pratique, l'interaction sociale consciente. On prive le prisonnier de son histoire. De sa propre histoire dans la mesure où elle est son histoire consciente, son histoire politique..."
(Baader)

"Nous les combattants, ce combat ne prendra jamais fin. Et ce n'est pas eux qui nous faciliteront les conditions de lutte."

"Alors fais bien attention à toi, parce que personne ne peut le faire à ta place dans l'isolement."

(Meinhof)

Le propos n'est pas ici de mettre l'accent sur une analyse politico-économique, ni même de refaire l'historique du capital et donc de ses crises successives, pour comprendre l'importance du capital à se structurer à un niveau international et de contrôler avec bien plus d'efficacité, les luttes et économies nationales.

Nous dirons donc qu'après un redécoupage du monde au niveau économique, les forces impérialistes et ce devant la résistance offensive des prolétaires, ont dû s'assurer et se garantir par la force militaire les territoires occupés.

Pour que ce schéma de contrôle absolu soit efficace, il ne suffisait plus aux forces impérialistes qu'à en donner une coloration juridique et légale à travers "L'espace judiciaire européen", "La convention européenne contre le terrorisme".

Que signifient exactement ces deux termes juridiques ; à ces deux termes, deux concepts.

- extradition, collaboration entre les différentes polices politiques, droit de poursuite, fin du droit d'asile, répression supranationale...

- extermination ; l'impérialisme se définissant comme libéral, social-démocrate.... ne peut plus aujourd'hui, sauf nécessité grave, éliminer physiquement, et publiquement, les combattants révolutionnaires. Alors, après différentes expériences concluantes, il a mis au point une méthode tout aussi radicale que le peloton d'exécution : l'isolement carcéral.

L'isolement.

Que signifie réellement l'isolement, qu'elle est sa réalité aujourd'hui en France ? Comme en Europe il est le traitement subi quotidiennement par les révolutionnaires emprisonnés.

L'isolement est employé en Europe occidentale pour détruire la guérilla révolutionnaire à travers l'extermination des combattants que l'Etat capture. C'est devenu une échéance étatique, planifiée et supranationale. Italie, Allemagne, Irlande, Suisse, Espagne...

Les QHS sont, en France, légalisés (non dans les textes) mais dans leur fonctionnement, depuis 76. Dès cette époque, de nombreux camarades y ont subi l'isolement durant des périodes plus ou moins longues (sympathisants NAPAP, Palestiniens, BR et militants de Prima Linea...).

Mais c'est depuis les arrestations du 27-28 mars 80 - coup de filet anti-terroriste contre l'organisation ACTION DIRECTE - que l'Etat, ayant saisi l'importance du processus et son avancée politico-militaire dont l'affirmation apporte le germe d'une généralisation et un approfondissement de la stratégie de la lutte armée révolutionnaire, a appliqué systématiquement cette forme de torture et d'élimination, aux camarades capturés.

L'isolement est une forme de torture qui s'attaque à l'identité politique et physique du prisonnier. Détruire l'identité politique, par la dépersonnalisation et la dépolitisation.

L'isolement dès les premiers mois, a tendance à rendre le prisonnier plus maléable, plus suggestible. Le prisonnier a rapidement de véritables difficultés à s'exprimer, ce qui le rend vulnérable au cours de l'instruction, voire dans le déroulement de son procès.

L'isolement peut entraîner chez les plus faibles de nombreuses erreurs tactiques judiciaires, et de plus poussées à la délation, au suicide...

L'isolement carcéral.

Cellules d'isolement de Fleury Mérogis. QHS de la M.A. de Fresnes et section psychiatrique de la M.A.F. de Fleury Mérogis.

a) L'isolement commence par un période de mise au secret, qui suit le séjour au quai des Orfèvres (3 fois 48 heures), cette période de mise au secret est normalement de 22 jours maximum, mais elle peut être illégalement doublée par le juge et l'administration à travers des magouilles, des blocages...

Durant cette période : pas de courrier, pas de livres, pas de journaux, pas de cantine, pas de parloir, pas de radio... En fait la détention commence par 45 jours de cellule de force.

b) Période d'isolement total de 5 à 6 mois. Période très dure, qui est conçue pour "faciliter" tes déclarations lors de l'instruction.

1 - changements fréquents de cellules (au minimum une fois par semaine) avec chaque fois, changement de disposition intérieure.

2 - cellules vides sur les côtés et au dessous afin qu'il soit impossible de parler avec un autre détenu.

3 - des fouilles de cellules quotidiennes, parfois répétées dans la même journée. Chaque fois que tu sors de la cellule, tu es mis à poil, et mis à poil au retour, ainsi que chaque fois que tu changes de bâtiment, de section, etc... sur 200m, tu peux être mis quatre fois à poil souvent par la même escorte qui t'accompagne.

4 - quand tu es déplacé, tu es toujours accompagné de gardiens, tous les couloirs, escaliers, salles, etc..., ont été vidés des détenus et des travailleurs, tu ne vois jamais personne. Quand on te déplace d'un bâtiment à l'autre, au greffe..., on te met des menottes et des chaînes aux pieds.

5 - des promenades (2 fois par jour une heure), seul, dans des cours entièrement grillagées. Impossibilité de voir ou d'entrer en contact avec un autre détenu, un autre isolé. Les heures de ces promenades ne sont jamais fixées.

6 - la soupe est servie par des gardiens ; quand c'est un détenu-travailleur qui assume cette tâche, il a pour consigne : ne pas te parler, ne pas te regarder !

7 - intimidations sur les détenus les plus proches de ta cellule.



8 - des livres, en protestant, tu peux en obtenir 3, 4 par semaine, qu'ils te choisissent, style «Caroline Chérier» ou des auteurs de droite, Moran, Maurois...

9 - les lettres mettent 15 jours - 3 semaines pour te parvenir quand elles ne sont pas saisies par une des censures. Quant aux tiennes, elles ne doivent pas évoquer ton action, ton engagement politique, sinon elles sont mises au dossier.

10 - il est impossible d'écrire des textes politiques, ils sont saisis encore à l'état de brouillon (détruire l'expression politique). Même certaines notes que tu peux prendre sur ton affaire, d'autres affaires, sont saisies.

11 - obligation de rendre les journaux de la veille pour obtenir ceux du jour.

12 - tu ne peux «jouir» d'aucune activité de la prison : cinéma, télévision, sport, cultes...

13 - tu ne peux pas voir des «visiteurs» de prison, d'assistante sociale... Tu ne peux pas faire d'études, on ne te donne pas les livres et tu ne vois pas les professeurs et les éducateurs.

14 - tu as accès à l'infirmerie seulement avec une autorisation exceptionnelle du directeur et accompagné bien sûr de ton escorte spéciale.

15 - les gardiens ne t'adressent pas la parole, tu ne connais la finalité de tes déplacements que lorsque tu arrives.

L'isolement face à l'extérieur

L'isolement carcéral est lié avec un isolement intérieur/extérieur, produit par le manque de contact avec l'organisation, le rapport prisonnier révolutionnaire/avocats, l'impuissance à briser la campagne psychologique des forces de la répression, impossibilité de retourner le rapport de force en ta faveur sans l'appui puissant et suivi des combattants à l'extérieur...

Les avocats :

Dès l'entrée de la prison, ils ont le droit de te voir, même durant les périodes de mise au secret et d'isolement total, disons qu'ils en ont encore le droit pour combien de temps

Leur rôle est «normalement» important, il l'était, il ne l'est plus. Ils ne peuvent plus retourner un rapport de force ni dans l'instruction ni en prison. Devant une juridiction telle que la C.S.E. leur rôle est de simple figuration de caution à la justice des porcs.

Pourtant ils réalisent un petit travail technique, le dossier, des conseils juridiques, ...

Dans l'isolement, son rôle devient très important, il est la seule confrontation que tu peux avoir. Une confrontation directe. Il permet au prisonnier de sortir pendant quelques minutes de l'univers de désolation et de solitude qu'on lui impose. Voir une personne qui ne soit pas en uniforme, qui te parle et avec qui tu peux avoir un contact de sympathie.

L'avocat n'est pas un camarade, il représente une position politique presque toujours antagonique avec la stratégie de lutte armée ; sa position lors de la période d'isolement total lui donne un «pouvoir» certain, vu sa ligne politique, il peut l'utiliser contre cette stratégie.

Trois types d'avocats :

a) L'avocat qui se montre solidaire (conscience d'identité), il assume la solidarité à travers une position politique, un respect de ton identité révolutionnaire, un débat...

b) L'avocat de Parti (on se demande comment des camarades en arrivent à désigner ces putes étatiques). Il fait partie de la «famille judiciaire» jusqu'au bout des ongles, jusqu'au bout des dossiers...

Cachant son rôle (participation totale au projet capitaliste de destruction de la stratégie révolutionnaire de lutte armée) dans un mélange d'humanisme et de rapport professionnel. Il est un allié du pouvoir, il renforcera l'isolement par les fausses infos qu'il diffuse, il défendra sa classe à travers sa tentative de t'isoler d'avantage de ton milieu social de lutte.

c) Les avocats issus du mouvement gauchiste des années 70 et de sa défaite. Ils oscillent entre des positions de rupture et une intégration à des projets gestionnaires ; toujours entre leur position de classe et leur (sentimentale) identité «prolétarienne», ils peuvent encore être considérés comme potentiellement révolutionnaires tout autant que potentiellement intégrés à la cause bourgeoise. Aujourd'hui, ils errent sans stratégie avec toutes les conséquences que cela représente : résignation, désespoir ; refuge dans la social-démocratie.

Des chiens et des charognards.

L'Etat développe sa répression à travers une guerre sale, sans concession ; d'un côté l'attaque frontale des groupes spéciaux anti-terroristes, de l'autre la marée médiatique (et alliés objectifs) soldats de la guerre psychologique.

Nous savons tous comment l'Etat a réagi à nos premières interventions armées. Pendant des mois il a bloqué toute l'information et produit la confusion politique par de fausses nouvelles, revendications bidons qu'il a «authentifiées» en cachant des attentats des actions armées, et toute la phase de guerre contre révolutionnaire qu'il a entrepris contre les unités combattantes de l'organisation ACTION DIRECTE.



Avec la complicité de la presse, de toute la presse, il a passé sous silence nos 10 premiers communiqués, essayant ainsi (nouvelle stratégie anti-terroriste, pratiquée en Allemagne depuis la fin 77), de réduire l'impact politique des actions armées et de leur développement. NIÉR POLITIQUEMENT LA GUERILLA, en faire une forme criminelle et sporadique ; la délier de sa base sociale en la marginalisant nationalement et internationalement. Dans la presse de «gauche», d'«extrême gauche» et de droite, la capital a trouvé ses corps de troupes pour la guerre psychologique.

Après les premières arrestations - mars 80 - un flot de faits spectaculaires a masqué l'expression politico-militaire de notre organisation, et son processus. Une haine totale, révélatrice de son expression de classe, dans chaque ligne du moindre «pisse-copie», **haine et peur de la stratégie révolutionnaire de lutte armée.** Pour les organes de la «gauche» nous sommes un danger pour leur éventuelle forme d'accession «douce» aux rennes du pouvoir étatique, pour l'extrême gauche nous sommes une remise en question permanente par leur destabilisation que produit notre action, l'impossibilité de leur institutionnalisation, la fin de leur contrôle sur les formes de lutte, potentiellement révolutionnaire, que développent certains collectifs prolétaires.

NOUS DEVONS FRAPPER CES SOLDATS DU CAPITAL, NOUS DEVONS FRAPPER CETTE VERMINE AUX JAMBES ET A LA TÊTE.

Les Palente, les Bernett, les Cau, les Bourguereau...

Nous avons appris par Libé qu'à peine arrivés au quai des Orfèvres, nous avons tout avoué, «reconnaissant une participation aux attentats d'ACTION DIRECTE» et pour cause, complètement drogués, nous étions en état de manque ; il est clair qu'un militant qui tire sur la police lors de son arrestation ne peut être que quelqu'un de complètement défoncé, donc hors de la réalité, leur réalité, celle des lâches, des putes repenties, des collaborateurs de tout poil.

«Ils aimaient la fête, le rock et le champagne...» : résumé de la vie quotidienne d'un combattant par un chien de Libé.

FRAPPER LA MERDE JOURNALISTIQUE DE LA GUEULE HEBDO A MINUTE !

Donc il paraît que les combattants d'ACTION DIRECTE se sont mis à table, suivant ainsi la nouvelle mode : le repentir, le délateur, ... à la grande joie des flics et des juges. Une simple étude du dossier prouve le contraire, l'accusation a aujourd'hui d'énormes difficultés à étayer des inculpations sur des faits de lutte.

Entretenir la confusion, maintenir le doute, la méfiance des autres camarades, la suspicion générale, dans la bataille judiciaire tous les coups sont portés avec rage par les porcs. Une bataille qu'ils veulent sur leur terrain et que l'on refuse par tous les moyens.

Entretenir la confusion, c'est mélanger des affaires qui n'ont rien à voir avec les autres, qui n'ont pas les mêmes motivations, les mêmes espoirs de victoire...

Nous n'avons pas encore nos Muller, Ruhland, Peci, Klein, cura mitra... pourtant toutes les actions clandestines portent les germes de ces merdes existentielles ; ce n'est pas nouveau, ce qui est nouveau, c'est l'utilisation, leur utilisation dans la guerre psychologique.

Jean Moulin, Manouchian, Sendic, Curcio, Meinhof, ... **la trahison n'est pas une humiliation, elle est seulement un risque parmi tant d'autres dans la guerre totale que nous livrons à l'Etat et à ses troupes de choc.**

LES TEMOINS, LES REPENTIS, LES DELATEURS, LES INDICATEURS, NE DOIVENT PAS SURVIVRE A LEURS ACTES !

«Amientare gli infami e collaboratori e giusto e necessario. Coppire i traditori e il progetto politico che li utilizza !»

La décomposition gauchiste et le niveau réel d'affrontement ont produit aussi la réaction individuelle mais «politique» (dans le sens que : elle est une situation dans le camp des forces répressives), des médias parallèles : les gens «bien informés». Spécialistes dans le colportage de ragots de toutes sortes et de bruits alarmistes et parfois allant jusqu'à la délation totale. Il a été annoncé l'arrestation de camarades non connus de la répression, ce n'est qu'un petit exemple de ce fonctionnement «politique». Quand cette position devient collective sous les couverts d'un pseudo mouvement offensif, ultime (?) développement gauchiste, la collaboration avec la police politique est directe, nous avons la preuve qu'ils ont dénoncé, sous les couverts d'une critique «politique», cinq membres et sympathisants d'ACTION DIRECTE (nom, adresses, historique politique, etc...), cette dénonciation a été et est encore utilisée par la police et l'accusation d'autres faits sur ces «bidons» ne peuvent être reportés sans entraîner des répercussions pour des prolétaires sincères qui n'ont eu que le malheur d'avoir à faire à eux.

Reprendre et développer les bruits, les ragots, les délations... fabriqués et diffusés par l'Etat, c'est se placer de fait dans son camp, c'est devenir un de ses soldats, au côté des flics, des juges, des tortionnaires, des BOURREAUX !

CONTRE LES CHIENS ET LES CHAROIGNARDS, DEVELOPPER LA LUTTE ARMEE, FRAPPER, FRAPPER SANS TREVE TOUS LES ELEMENTS DES TROUPES DE L'ETAT !

«Tutto e visto, registrato ; ogni vostro uomo e schedato e controllato. E solo questione di tempo. Alla fine pagherete caro, pagherete tuto.
NIENTE RESTERA IMPUNITO.»

L'organisation, les arrestations et les conditions de détention.



«Ou salaud ou homme ou survivre à tout prix ou combattre jusqu'à la mort ou problème ou solution Entre les deux, il n'y a RIEN.»
Holger Meins.

a) Réagir militairement, après chaque coup des forces répressives contre les structures organisationnelles. Comme à Toulouse, le commissariat St Léon, le Palais de Justice, ... et comme à Paris l'attaque contre le centre d'entraînement des troupes d'élites de l'Etat français, le Groupement d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (G.I.G.N.) en réponse aux arrestations de mars 80.

Comme l'attaque du centre de commandement, le cerveau des interventions impérialistes françaises en Afrique, l'Ecole Nationale de Guerre, en représaille après les arrestations de septembre 80.

b) Contrecarrer la guerre psychologique que nous livre l'Etat, démontrer que nous frappons suivant et dans la ligne stratégique et le projet ACTION DIRECTE, malgré les coups de la répression.

c) Reprendre l'initiative et la développer ; diffuser l'expérience politico-militaire en la dépassant individuellement et collectivement.

d) Ouvrir de nouveaux niveaux de lutte, délimiter de nouvelles zones d'intervention, élargir le front de l'affrontement et la radicalisation du combat.

L'isolement intérieur/extérieur :

Détruire l'isolement en unifiant le combat que nous menons à l'intérieur des prisons avec le développement politico-militaire du projet ACTION DIRECTE. Vivre ensemble ce combat et son histoire politique, c'est une tâche de l'organisation, une tâche essentielle et révolutionnaire.

Définir la stratégie révolutionnaire, son articulation dans les prisons impérialistes et donc la délimitation d'une nouvelle zone d'intervention dans le projet ACTION DIRECTE n'est pas le but de ce texte. Mais nous pouvons dire que face au caractère toujours plus politico-militaire de l'affrontement entre les éléments révolutionnaires et le pouvoir, face à la répression brutale, face à la situation toujours plus précaire subie par l'ensemble des prisonniers (politiques et communs), il faut dépasser les expériences passées et créer de nouvelles formes de lutte adéquates au niveau d'affrontement général, développer ces luttes à l'intérieur des prisons à travers un apprentissage collectif, créer des structures de combat intérieur/extérieur, permanentes et efficaces.

Des critiques : nous avons à faire des critiques à l'organisation en tant qu'unité combattante. Ces critiques sont liées principalement aux conditions d'isolement que nous avons subies et à l'encerclement politico-judiciaire qui en a résulté.

- La non résolution des tâches face à la guerre psychologique que nous a livré l'Etat, collectivement et individuellement.

- N'avoir pas contrecarré le projet politico-judiciaire de «personnalisation» du dossier. Quand l'Etat «fanfaronne» sur le fait d'avoir éliminé un rouage essentiel, il est indispensable de prouver le contraire, sinon c'est une condamnation objective de ces camarades.

- Le non-appui au dépassement de notre expérience de l'isolement, de notre résistance totale au projet de procès et à l'instruction menée par le juge LEGRAND Michel attaché à l'institution de la répression impérialiste, la Cour de Sureté de l'Etat.

Que faire face à l'isolement

Nous ne le dirons jamais assez, une poignée d'ordures attachées au cerveau judiciaire de l'Etat tente à travers l'isolement de faire craquer le militant (en le torturant donc quotidiennement pendant une période de plusieurs mois) ; dans un premier temps, ils veulent déphaser le détenu pour le rendre plus manœuvrable au cours de l'instruction.

L'auxiliaire «de justice» au service de l'Etat qui gère le dossier, se sert de l'isolement comme moyen de pression, de chantage et de torture «propre» et efficace pour obtenir des «aveux» ou tout simplement de petites collaborations.

Très rapidement l'Etat a exercé une «personnalisation» dans les mesures d'isolement, choisissant ses cibles en préparation à des mesures à long terme d'extermination de ces militants. Séparant le cas des prisonniers, sur le critère de rôle organisationnel, d'insoumission aux règles judiciaires, de liaison au projet ACTION DIRECTE.

L'Etat semble vouloir nous attirer sur un terrain d'affrontement, où nous n'aurons que le choix d'un choc frontal, ce qui serait défavorable actuellement au développement et à la diffusion de la stratégie révolutionnaire de lutte armée. Echapper à ce piège, et frapper là où il ne nous attend pas !

Intervenir sur le terrain privilégié des luttes.

Reagir.

Dans l'isolement, il est primordial de ne jamais se laisser engluer dans le vide des jours, il faut structurer sa journée en gardant en permanence un maximum d'autonomie psychique et physique. Garder les moyens de garantir sa capacité de réflexion, d'analyse, d'appréciation et de défense.



Tout renoncement lors de l'isolement est une caution de ce système de torture, une justification pour l'Etat de son emploi !!!



Notre combat, à l'extérieur comme à l'intérieur des prisons de l'Etat, s'articule à un combat plus général, l'offensive de lutte armée anti-capitaliste en Europe occidentale, à tous les développements révolutionnaires dans le Tiers-Monde... nous sommes des prolétaires dans le combat international de notre classe, sûrs de l'issue de ce combat, la victoire totale !

Refuser l'individualisation que l'Etat nous impose, en se replaçant en permanence dans le collectif de notre histoire, de notre projet, de notre structure !

«Le guerillero c'est le groupe» ; vivre la fraternité révolutionnaire, c'est la seule façon de ne pas mourir !

«Les hommes (donc nous) qui refusent d'arrêter le combat, ou ils gagnent ou ils se font tuer, au lieu de perdre et de mourir.»
Holger Meins.

.... Suite p.4

L'action d'un révolutionnaire ne peut qu'être illégale, il faut briser les espaces que l'Etat nous réserve, ces zones de contestation- autorisées où s'épanouit le culte de l'alibi, de l'action spectacle, le circuit fermé de la critique, la collaboration de classes...

Derrière la rupture de l'illégalisme, nous sommes et avons toujours été des CRIMINELS pour l'Etat ; car pour lui remettre en question son existence est un CRIME de lèse-majesté.

NOUS SOMMES DES CRIMINELS PARCE QUE NOUS ATTAQUONS SANS CONCESSION, LA SURVIE DE L'OPPRESSION GENERALISEE DU QUOTIDIEN CAPITALISTE !

NOUS SOMMES DES CRIMINELS PARCE QUE NOUS FRAPPONS L'IMPERIALISME, SYSTEME PLANETAIRE DE DOMINATION ET SON ARTICULATION NATIONALE !

NOUS SOMMES DES CRIMINELS PARCE QUE L'ON REMET EN QUESTION LA PACIFICATION DU PROLETARIAT DANS LES METROPOLES !

NOUS SOMMES DES CRIMINELS ET NOUS REVENDIQUONS CETTE CRIMINALITE DANS TOUS NOS ACTES DE LUTTE !

Reprendre l'initiative sur tous les lieux de lutte

La prison est un lieu de lutte, pour entreprendre un processus de construction organisationnelle et de développement stratégique sur ce terrain ; il faut bien comprendre son rôle d'articulation dans la répression et la composition sociale des détenus.

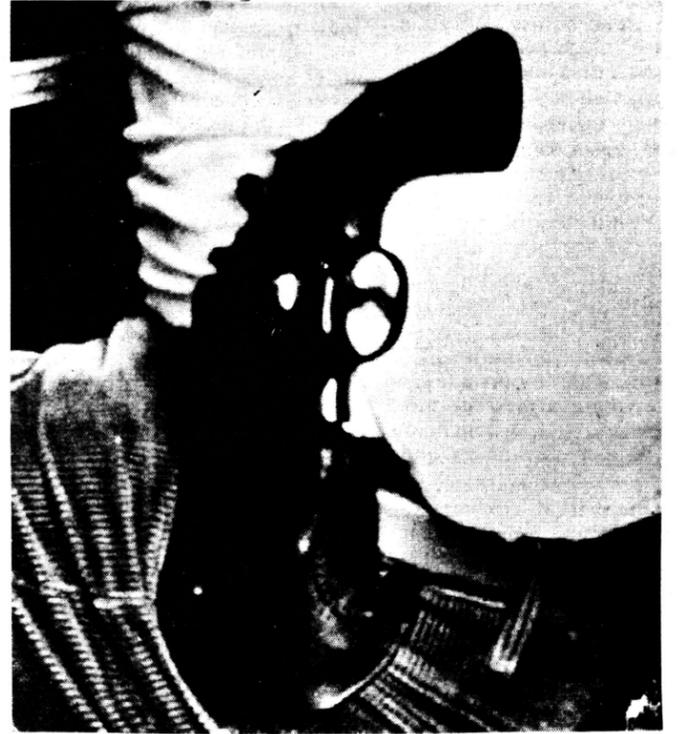
Comprendre la situation du prolétariat-prisonnier, couche sociale large et organisée ; détourner ses tensions et sa résistance à l'oppression vers une généralisation de l'affrontement avec le système politico-judiciaire de l'Etat. Unir cette lutte à la stratégie des Organisations Communistes Combattantes et au mouvement révolutionnaire dans son ensemble.

DEVELOPPER ET APPROFONDIR LA STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE DE LUTTE ARMEE CONTRE L'ETAT DANS LA VOIE D'UN AFFRONTEMENT LE PLUS LARGE ET LE PLUS RADICAL POSSIBLE !

COMBATTRE ET SE LIBERER !

NOTRE COMMUNISME EST UNE AFFIRMATION, NOTRE COMMUNISME EST UNE OFFENSIVE SANS BARRIERE !

Camp de détention de Fresnes le 12 avril 81



débat

débat



La lecture du premier numéro de "Rebelles" pourrait amener certains camarades à voir là une magouille, tant il est vrai que les textes (ou la plupart) qui y figurent sont essentiellement ceux de militants qui défendent des positions sur la lutte armée. Il doit être bien clair que ce journal est un lieu d'expression et de débat large où des courants contradictoires peuvent cohabiter ou essayer de débattre. C'est pourquoi nous voulons dès ce premier numéro esquisser une critique sur la question de la lutte armée.

Tout d'abord, il va de soi que l'emploi de la lutte violente et armée est un élément qui peut s'inscrire dans une perspective révolutionnaire. Nous savons ce qu'est un pouvoir d'Etat et ne sommes pas naïfs au point de croire que sa destruction s'opérera pacifiquement, l'histoire l'a prouvé maintes fois. Ceux qui aujourd'hui entretiennent des illusions sur des possibilités de "déborder" la social démocratie pour l'obliger à être révolutionnaire, sont les futurs fossoyeurs. De même le sont ceux pour qui la lutte révolutionnaire armée est juste, dans l'abstrait, au matin du grand soir, ou quand il s'agit de pays lointains où leur implication n'est que "soutien à la juste lutte du peuple X". Ces gens là sont les mêmes qui hurlent avec les loups, quand il s'agit de révolutionnaires européens qui luttent les armes à la main. Dans ce cas là, l'exotisme et le romantisme ne sont pas de mise. Il ne s'agit même plus d'entreprendre un débat constructif avec ces camarades, même pas d'expliquer les divergences (qui sont réelles), mais de reprendre à leur compte les arguments, les calomnies de la bourgeoisie et la presse à la botte (RAF, BR...et même IRA cf Delfeil de Ton où les ultra-gauche). Bien sûr ceux qui ne font rien ne peuvent faire d'erreur, d'ailleurs personne ne leur demande de faire quoique ce soit, mais qu'ils aient la pudeur de la fermer.

Pour autant, l'emploi de la violence révolutionnaire armée n'est pas non plus, juste en elle-même, à tout instant. Tout dépend des résultats à atteindre, et des capacités à assumer l'ensemble des actions faites

Pour être clairs, l'histoire d'Action Directe nous pose des problèmes. Voilà un groupe sur lequel la répression s'abat, dans l'indifférence (presque) générale. Même pas l'hostilité... l'indifférence ! Voilà un groupe qui tombe, laissant totalement désarmés ses «compagnons de route», ses «soutiens». Rappelons que pour l'instant trois emprisonnés se réclament d'Action Directe, les autres inculpés dans le cadre d'Action Directe le sont pour «délit de complicité, ou recel de malfaiteurs, etc...»

Ceci pose immédiatement plusieurs questions : quels liens doivent unir des militants qui s'engagent dans la lutte armée ? Peut-on se satisfaire d'une vague aide mal comprise, et donc mal assumée ? Il est irresponsable d'engager des gens dans des actions qu'ils ne peuvent assurer vraiment.

- Quelle a été la teneur des revendications des actions effectuées par ce groupe ? A notre connaissance, c'est vraiment très maigre.

- Ces actions étaient-elles la conséquence d'une analyse politique précise, et d'un rapport quelconque avec le mouvement de masse (ou une partie du mouvement de masse ?) C'est peut être là la question fondamentale. Même si les actes revendiqués par A.D. étaient identifiables en tant que cibles, à aucun moment elles n'ont rencontré une sympathie et une identification suffisante avec le mouvement de masse qui aurait du se sentir concerné. La preuve en est l'écho rencontré dans l'immigration après l'action «Sonacotra» : ça oscillait entre la méfiance et la sympathie. Mais le tout totalement débranché de l'éventuelle prise en charge de la violence par les masse elles-mêmes. Idem pour le mitraillage de la coopération « en réponse à «GAFSA». Idem le mitraillage du CNPF. Bien sûr que le CNPF est un ennemi de la classe ouvrière, bien sûr que Galley soutenait le néo-colonialisme, bien sûr que la grève des loyers et la lutte contre les gérants racistes est juste, mais est-ce que les camarades d'A.D. se sont donné les moyens de faire le minimum (expliquer et populariser leur action).

Ce qui se dégage de l'ensemble de ces actions, c'est l'absence de lien entre les actions élevées au niveau militaire et les masses.

Deuxième point important également : la lutte de spécialistes, ou ce qui serait encore plus grave, le danger de tomber dans le mythe du «parti combattant». Et c'est un danger permanent qui guette tout groupe qui néglige le rapport avec le mouvement de masse (voir plus haut). Même si A.D. ne s'auto-proclame pas parti combattant, il n'en est pas moins devenu un groupe spécialisé avec tous

les dangers que ça comporte : la Clandestinité (sans liens avec le mouvement) entraîne à une détermination des actions, purement subjectives, et qui s'établissent et s'organisent dans le cadre étroit (par la force) du groupe qui est conduit à une fuite en avant incontrôlée.

En ce qui concerne les camarades Lapeyre, Gérard, Oriach. Pour avoir assisté aux "procès" des camarades allemands nous ne pouvons que nous solidariser avec eux sur le sens de leur action.

Malheureusement, le mouvement révolutionnaire a été incapable (depuis les manifs Croissant) d'organiser une riposte à la hauteur de l'enjeu (mise en place de l'espace judiciaire européen, extraditions automatiques etc...). Dans certains cas, des révolutionnaires se trouvent tragiquement en présence d'une situation à gérer (intervention internationaliste en l'occurrence) devant laquelle ils sont seuls.

Tout un débat sur la violence et les actions armées est à organiser, ou à réorganiser dans le "mouvement".



EL GRINGO ET CHIQUITO.

1. IDENTITE DE CLASSE & MARGINALISME

La prison est donc un instrument de Pouvoir et cette fonction socio-politique se vérifie dans la réalité quotidienne du fonctionnement carcéral, son principal aspect étant bien entendu constitué par l'identité sociale des détenus, leur nature de classe.

Désigner l'identité des prisonniers en parlant de marginaux signifierait qu'ils ont une existence sociale séparée et que la prison sert alors à punir la non-intégration, la différence. Ce n'est pas vrai car l'origine de classe des prisonniers est précise, l'ensemble des détenus, à quelques très très rares exceptions près, est issu des catégories sociales habituellement désignées par le terme "sous-prolétariat". Et ce sous-prolétariat, qui regroupe les plus défavorisés des prolétaires, n'est absolument pas en dehors de la Société puisque le mouvement entre sous-prolétariat et classe ouvrière sont permanents et peuvent d'ailleurs être résumés par la constatation que l'intégration à la classe ouvrière représente la promotion sociale du sous-prolétaire.

Le cas des chômeurs n'échappe même pas à cette réalité puisque la qualification d'"armée de réserve du Capital" est toujours plus exacte à un moment où le chômage est de plus en plus structurel, ce qui apparaît par sa liaison au caractère précaire du travail dans de nombreuses branches de la production et non à une crise économique qui se manifesterait uniquement par la récession.

Le fait que le sous-prolétaire délinquant ne soit pas d'abord caractérisé par sa marginalité se retrouve également sur le plan de l'idéologie car il est évident que les formes de la délinquance sont directement produites par les superstructures représentées par les biens de consommation, l'argent, l'action des mass média etc...

C'est d'ailleurs pour cette raison qu'une grande proportion des sous-prolétaires délinquants est particulièrement marquée par le poids de l'idéologie dominante à travers ces symptômes qu'en sont le racisme, le sexisme, l'individualisme etc.. Et ceci est bien sûr à relier au rôle de masse de manoeuvre qui fut celui du sous-prolétariat au service du fascisme durant certaines périodes historiques.

Le délinquant ne revendique pas le droit à la différence d'où à une identité qui serait marginale; car, de par ses origines et l'actuelle réalité, son identité est à la fois produit et partie intégrante de la Société telle qu'elle est. C'est particulièrement exact dans le domaine de l'idéologie qui voit la délinquance être intégrée, de la même façon que la folie peut le plus souvent ne pas être considérée comme "différence" mais comme exagération, caricature, de la "normalité".

2. ROLE SOCIAL OU EXCLUSION

Peut-on dire que les sous-prolétaires délinquants soient exclus de cette Société ?

Chaque prisonnier, ici, peut raconter l'invariable histoire d'une enfance forgée dans la violence et la misère (économique, culturelle, physiologique) du gris bétonné des cités suburbaines. Aux coups, à l'inceste, à la ségrégation scolaire, répondent la casse, le viol, le vol. Mais n'est-ce pas justement parce que l'unique richesse reste la force de travail ? Ne peut-on essentiellement caractériser ces catégories sociales comme soumises à une prolétarianisation extrême ?

Il est difficile de parler d'exclusion alors que la seule structure stable en l'occurrence reste celle des rapports de production. Cela se manifeste entre autre par la destruction des structures familiales ainsi que de tout cadre culturel construit sur une mémoire historique puisque dans ces couches de classe la culture devient uniquement l'intégration directe, primaire, des stimuli de la Société capitaliste rassembles et résumés dans les désirs de consommation.

Non, le sous-prolétaire à risque de délinquance n'est pas exclu, il n'est pas en dehors de la Société mais constitue une couche de classe périphérique.

Ce caractère socialement périphérique se retrouve sur le plan géographique. On constate ainsi qu'à la périphérie urbaine, entourant le centre de Pouvoir politico-social, correspond la périphérie prolétaire. Vers cette périphérie sociale et géographique convergent un prolétariat agricole atteint par l'industrialisation, les travailleurs immigrés, des travailleurs sans qualification (que leur emploi soit ou non précaire), les travailleurs manuels du secteur tertiaire (employés à l'entretien, maintenance etc..).

3. DES CATEGORIES SOCIALES EN MUTATION

Leur développement quantitatif, le caractère de mutation sociale qui s'y rapporte ainsi qu'une certaine indépendance individuelle par rapport aux structures sociales, tendent actuellement à investir ces catégories de potentialités révolutionnaires importantes et spontanées. Cependant il est nécessaire de ne pas s'illusionner sur le rôle de ces couches sociales et de voir plus précisément ce qui permet de leur conférer une fonction révolutionnaire.

Alors qu'autrefois le caractère principal du sous-prolétariat était d'occuper dans la Société une place intermédiaire, il faut maintenant tenir compte en premier lieu de son mouvement de mutation car les potentialités révolutionnaires de ces couches sociales sont directement liées au mécanisme général de l'actuelle restructuration capitaliste qui entraîne une transformation de la composition de classe du prolétariat dans son ensemble.

4. RESTRUCTURATION ECONOMIQUE

Afin de ne pas nous écarter exagérément du propos qui est le notre, nous éviterons d'entrer dans le détail de cette restructuration socio-économique générale dont sont issues les couches prolétariennes remplissant les prisons. Nous noterons simplement que le processus de concentration du Capital implique la recherche d'une plus grande mobilité des forces productives et que la baisse du taux de profit doit s'accompagner d'un contrôle plus étroit des salaires, soit par une intervention directe sur ceux-ci (entre autre à travers le contrôle du pouvoir d'achat des masses populaires), soit par un encadrement socio-politique accru.

Les conséquences et caractères de cette restructuration, qui se fait dans le cadre du développement impérialiste par la division du travail à l'échelle mondiale, sont multiples sur le plan social.

D'une part la nécessité de compenser la baisse du taux de profit entraîne un accroissement du capital financier par rapport au capital global, cela se traduit socialement par une augmentation considérable du secteur tertiaire et donc du nombre des employés de bas niveau assurant les services, la maintenance, le traitement et la circulation de l'information. Ce sont des tâches facilement parcellisées et n'exigeant qu'un faible niveau de qualification.

D'autre part ce processus implique un redéploiement des structures de production industrielle ainsi qu'un accroissement de l'automatisation, l'informatique, le développement des techniques productives. Cela entraîne l'augmentation du chômage mais surtout une division du travail toujours plus importante se traduisant par une déqualification croissante.

5. RESTRUCTURATION SOCIALE

Le capitalisme voit donc la nécessité de favoriser l'obtention d'une large masse salariale qui soit à la fois apte à tout faire (du fait de l'automatisation/déqualification), qui soit mobile et qui soit disponible

uniquement en fonction des besoins réels. Pour faciliter ce mouvement il vaut mieux accroître dans les revenus populaires la part du salaire indirect, c'est à dire provenant des avantages sociaux et de l'usage des services publics; cette tendance à l'avantage d'éviter à la restructuration d'enclencher un processus de paupérisation absolue trop brutale qui serait générateur de révolte et elle permet au capitaliste de disposer d'une masse de main d'oeuvre qui par sa précarité professionnelle ne maîtrisera pas du tout le contrôle des salaires.

Socialement nous voyons donc un accroissement considérable des travailleurs non qualifiés et surtout précaires à travers le développement du chômage, du travail temporaire et de l'intérim. La croissance de ces couches sociales, oscillantes entre les définitions traditionnelles du lumpen-prolétariat et de la classe ouvrière, constitue en quelque sorte un élargissement du Prolétariat autour du noyau central représenté par la classe ouvrière. Cette couche de classe existait autrefois à travers le lumpen-prolétariat mais certains facteurs de stabilité intervenaient d'avantage tels que les petits métiers, l'artisanat etc..

6. LA PRISON DANS LA VIE PROLETAIRE

La nature sociale des prisonniers, leur nombre et la nature des délits, sont directement dépendants de cette recomposition structurelle.

La prison fait véritablement partie de la vie des banlieues, d'autant plus que sur 37 000 prisonniers 38% sont condamnés à des peines inférieures ou égales à un an, ce qui implique un roulement considérable. De plus, l'identité sociale des prisonniers correspond exactement aux catégories les plus durement touchées par la restructuration, en particulier, les jeunes.

7. TRANSFORMATION DES COMPORTEMENTS

Cette restructuration sociale se concrétise par un accroissement d'une instabilité socio-professionnelle se traduisant par une certaine fragilité de l'idéologie dominante parmi le prolétariat périphérique.

L'hyperprolétarianisation entraîne une beaucoup plus grande inutilité et inadéquation des superstructures institutionnelles socio-idéologiques telles que la famille, le couple stable etc.. Il s'agit plus exactement d'un double phénomène consistant d'une part en un renforcement paroxystique des schémas de comportement dictés par la morale dominante, qui n'est autre que celle de la classe dirigeante, faisant alors intervenir plus qu'ailleurs l'emploi de la violence physique directe dans la résolution des conflits individuels.

Mais sur ce plan également intervient le mouvement de mutation issu du processus de restructuration dans la mesure où celui-ci ne se manifeste pas seulement par un accroissement des couches prolétaires périphériques mais aussi par leur plus grande intégration dans les mécanismes socio-économiques. D'abord parce qu'il s'agit bien plus qu'autrefois de consommateurs, entre autre grâce aux salaires indirects, ensuite en tant que masse de main d'oeuvre exploitable en fonction des modes de production modernes. Le comportement des prolétaires périphériques se transforme donc.

8. AUTREFOIS, LE SOUS-PROLETAIAT

Autrefois, c'est à dire à une époque que l'on peut situer historiquement comme précédant le mouvement de constitution d'un centre impérialiste plurinational tel qu'il a commencé à se manifester après la deuxième guerre mondiale, les prolétaires périphériques alors essentiellement composés par le lumpen-prolétariat étaient réellement exclus. Sans véritable ouverture vers d'autres classes sociales, il existait une certaine stabilité du marginalisme.

Il faut alors reconnaître objectivement que l'Histoire ne montre pas

la révolte comme suivant automatiquement l'oppression. La révolte n'existe, en tant que telle, que dans son expression et celle-ci résulte essentiellement de l'instabilité de l'oppression, qu'elle soit produite par un phénomène d'évolution quantitative ou de déstabilisation politique. Ces couches de classe ne pouvaient surtout se révolter que dans le cadre d'un mouvement populaire général.

L'absence d'intégration au procès de production empêchait l'accession à la conscience de classe sans laquelle il devient impossible d'envisager son propre avenir historique et à plus forte raison son rôle historique éventuel en tant que catégorie sociale. Cela explique qu'il ait pu exister une préférence à conserver une situation à peu près vivable quoique misérable et qui de plus assurait une certaine autonomie individuelle par la méconnaissance de l'aliénation salariale. Bien entendu ce comportement était donc de type conservateur malgré les sursauts spontanés qui pouvaient parfois s'intéresser de façon conjoncturelle dans le sens d'un mouvement révolutionnaire globale.

9. ACTUELLEMENT, L'EFFET D'UNE SOCIALISATION CROISSANTE

Actuellement la socialisation croissante du procès de production, qui s'exprime à travers la transformation de l'organisation du travail par l'automatisation et la parcellisation des tâches, entraîne une plus grande intégration des couches périphériques dans les rapports de production. L'élargissement du Prolétariat par la croissance en valeur relative et absolue de ses couches périphériques, se manifeste par une extension du salariat à la fois par une participation directe de ces catégories à la production et par l'instauration de revenus non directement liés à la vente de la force de travail (salaires indirects). Cette tendance rend inévitables les revendications économiques conduisant à la conscientisation de classe nécessaire à une participation au processus révolutionnaire.

Individus du "quart-monde", O.S. précaires, jeunes marginalisés issus de la classe ouvrière ou de la petite bourgeoisie, se retrouvent dans ces couches populaires qui leur permettent à travers la restructuration capitaliste de découvrir une identité de classe: prolétaires.

10. IDENTITE DE CLASSE ET REFUS DU TRAVAIL

La précarité des repères sociaux et idéologiques est une conséquence de l'action des mutations économiques sur la périphérie prolétaire et elle y entraîne une instabilité de l'idéologie dominante qui vient se conjuguer à la réalité d'un pouvoir d'achat extrêmement faible. Cela alors que l'incitation à la consommation est commune à tous et qu'elle est même devenue une valeur culturelle de base à travers le culte de la marchandise. A ces couches sociales la bourgeoisie voudrait imposer sa légalité, son ordre, cela sans contrepartie étant donnée la situation de crise économique et surtout sans pouvoir faire miroiter un quelconque avenir. Alors non seulement la périphérie prolétaire prend conscience de son identité de classe mais en plus elle remet spontanément en question une légalité dictée par les patrons dans le but unique de préserver leurs bénéfices et privilèges.

De plus en plus la "délinquance" est une critique directe et spontanée de la marchandise, remise en cause pré-révolutionnaire de l'ordre capitaliste, revendication immédiate d'un accès aux richesses dont la production s'écarte plus maintenant les marges prolétaires, refus du travail salarié et aliénant, revendication de Pouvoir.

extrait de la brochure "NOUS VOULONS TOUT" parue en 1978

6 Le jeudi 10 juillet, un attentat à l'explosif détruisait les bureaux du chemin de fer allemand à Paris. Cet attentat répondait à l'extradition des 5 prisonnières ouest-allemandes accusées d'appartenir à la Fraction Armée Rouge - RAF et au "Mouvement du 2 juin".

Jean-Paul Gerard, Michel Lapeyre et Frédéric Oriach étaient arrêtés suite à cet attentat. Leurs noms ne nous sont pas inconnus: ils avaient été arrêtés en mai 77 et condamnés à 5 ans de prison pour leur engagement dans le combat des NAPAP (Noyaux Armés Pour l'Autonomie Populaire), organisation qui a revendiqué l'exécution du vigile de Renault, Tramoni, l'assassin du militant maoïste Pierre Overney.

Michel Lapeyre, 200 806 / 2-79 Frédéric Oriach 200 809 / 1-113
42 rue de la Santé, 75013 Paris.

«Vive le combat internationaliste pour le communisme!»

Le jeudi matin 10 juillet, Sieglina Hoffman, Ingrid Barabas, Regina Nicolaï, Karola Magg, Karim Kamp, étaient transférées des Q.H.S. français vers les Q.H.S. allemands.

Le jeudi matin 10 juillet, le siège parisien de la Bundesbahn était détruit par une explosion.

Jean-Paul Gérard, Michel Lapeyre et moi-même sommes pris en chasse par une patrouille de police, notre voiture est accidentée, nous obligeant à nous replier à pied. Le quartier est alors cerné et nous sommes arrêtés une heure après dans un immeuble riverain.

L'objectif de cette action est clair, nous n'avons fait que manifester concrètement la solidarité révolutionnaire anti-impérialiste à laquelle faisaient appel nos camarades allemands. Comment ne pas être totalement solidaire de la Fraction Armée Rouge qui a su reforge une mémoire de résistance et de combat révolutionnaire dont le prolétariat allemand avait été dépossédé par la période nazie et l'imposition du modèle américain? Comment ne pas être solidaire des combattantes qui ont su désigner avec exactitude les termes de ce qui est aujourd'hui la contradiction principale en Europe de l'Ouest: le prolétariat contre

l'impérialisme à hégémonie germano-américaine?

Il ne s'agit pas là d'une affaire allemande, mais de l'affaire de chacun de nous qui sommes au cœur des métropoles impérialistes à l'heure où l'Etat impérialiste des multinationales s'étend, se développe par la restructuration. Ce qui implique la militarisation de la politique, la militarisation de l'économie, la militarisation de l'idéologie, la militarisation de la répression.

Ce sont notre présent et notre futur qui sont directement en jeu lorsque l'Etat pénètre au plus profond du tissu social, robotise, nucléarise, informatise. Lorsque l'impérialisme prépare la guerre en aménageant l'Europe comme champ de dévastation nucléaire. Lorsque l'impérialisme et son rouage le plus servilement agressif (l'impérialisme français) organisent le sous-développement, la famine, la mort et la misère esclavagistes de millions d'hommes et de femmes, d'enfants du Tiers Monde. Lorsque l'Europe des gavés s'organise sous la direction franco-allemande pour mieux pressurer, racketter le prolétariat au prix de millions de chômeurs, de licenciements, de l'exploitation forcenée esclavagiste et raciste du prolétariat immigré et de l'appauvrissement pour l'immense majorité.

Lorsque pour tenter de légitimer son pillage, l'infime poignée de porcs qui nous gouverne n'a que le mensonge médiatisé et l'extension croissante de la répression. Face à tout cela, ainsi qu'à l'intégration impérialiste européenne, à la fusion des polices françaises et allemandes (le chef du B.K.A. participait directement à Paris à l'arrestation de nos cinq camarades, et des flics allemands collaboraient avec la brigade criminelle. Après notre arrestation ils restèrent présents pendant les 48 heures de notre garde à vue au Quai des Orfèvres). Nous devons opposer notre solidarité offensive et internationaliste. Certains mettent en doute l'opportunité de notre participation à cette action car il est évident qu'arrêtés en 77 pour notre engagement dans le combat que menaient alors les N.A.P.A.P. et les Brigades Internationales, cela ne faisait que deux mois que nous

venions de terminer une peine de trois ans de prison achevée en Q.H.S., les risques se trouvaient de fait majorés; je ne rejette pas les critiques, mais au contraire attends beaucoup d'un dialogue critique et constructif cependant; pour sauvegarder notre identité de partisans communistes, prolonger notre pratique révolutionnaire, vivre notre pleine solidarité avec l'ensemble des prolétaires détenus, nous nous sommes battus durant ces trois ans pour rester debout, alors fallait-il accepter la «réinsertion» consistant à accepter cette peine de survie à perpétuité dans le béton fliqué et déhumanisant des clapiers suburbains, supporter l'insupportable? Non! Il n'était pas tolérable d'accepter sans l'acte d'un refus minimum la torture par l'isolement, les tabassages, les humiliations que subissaient nos cinq camarades allemandes dans ces Q.H.S. que nous avons suffisamment connus pour en dire l'inacceptable. Il n'était pas tolérable de voir nos sœurs

combattantes insultées par l'hystérie phallocratique de la presse réactionnaire parce qu'elles sont femmes et révolutionnaires. Il n'était pas tolérable d'en être réduits à manifester notre solidarité par des protestations formelles, des réunions sans perspectives, des audiences de procès où sans défense nous sommes matraqués, gazés, traités comme des chiens! Il n'était tout simplement pas tolérable de voir nos sœurs et camarades exprimer leur refus radical, la tendresse combattante qui les unit, l'attitude courageuse porteuse d'un souffle invinciblement humain plein de leur ferme volonté et de leur immense espoir en un monde nouveau, face aux vieux porcs rabougris de bêtise et momifiés dans leur haine poussiéreuse sans que nous eussions compris jusqu'au fond de nous-mêmes, l'absolue nécessité de dire autrement que sur une pétition la concordance de nos refus, notre fraternité d'insurgés.

Je dis alors que la lutte pour le communisme, pour une humanité digne de ce nom, contre l'intolérable bestialité des exploiters la lutte pour vivre debout, contre la plus extrême brutalité, ce combat-là fait que face aux risques inévitables, face aux mille morts sans cesse répétées du temps carcéral qui de nouveau nous enserme, nous devons tenter de vivre nôtres les paroles d'Holger Meins: «*Combattre contre les porcs, comme homme pour la libération de l'homme, révolutionnaire au combat! De tout notre amour de la vie, mépriser la mort c'est ce qu'est pour moi servir le peuple*».

Il faut alors comprendre qu'à l'heure actuelle, dans nos métropoles impérialistes, la lutte des classes ne peut se traduire en une stratégie révolutionnaire que dans le cadre de l'internationalisme prolétarien et que la lutte armée est le seul espace où la politique est ce qui fait vivre la subjectivité des consciences rebelles simultanément à l'historiquement nécessaire stratégie révolutionnaire.

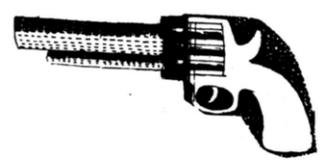
Solidarité révolutionnaire anti-impérialiste, vive le combat internationaliste pour le communisme.



Asinara — Fresnes,

Partisans communistes emprisonnés par l'Etat français, nous adressons nos félicitations au juge d'Urso pour sa collaboration avec la justice prolétaire, et nous disons notre confiance aux camarades des Brigades Rouges pour qu'ils appliquent le verdict révolutionnaire avec la rigueur qui s'impose contre tous les auteurs de crimes contre les peuples. Ils montreront ainsi l'humanité qui caractérise le combat révolutionnaire en écourtant une détention qui ne peut être, pour les organes de pouvoir prolétaire, qu'une solution transitoire dictée par les lois de la guerre. Bien entendu, il ne fait aucun doute pour nous que les magistrats français et autres criminels anti-prolétaires feront rapidement preuve d'une même bonne volonté que leurs complices transalpins, et que nous verrons se développer un mouvement fréquent de magistrats repentis et

à prendre position, clairement, parce que... avec Frantz Fanon : « Il n'existe ni mains innocentes, ni spectateurs... Chaque spectateur est un traître. » C'est donc pour faire résonner une autre que celle qui encense les délateurs et auxiliaires de (ou nombre pourtant si réduit) et qui n'a que calomnie et bassesse, contre les insurgés. Il est temps de parler nouvelle contre les rideaux de fumée d'oppression masochiste des spécialistes de l'amalgamation pour qui un peuple qui se soulève et une oligarchie qui oppriment ont une même chose, ceux pour qui un résistant égale un traître, ceux qui, en bons judéo-chrétiens, n'ont de considération que pour les victimes et les vaincus, à condition qu'ils le restent, ceux qui n'ont comme enjeu de leurs lamentations criardes que leur fausse bonne conscience frileusement couvée dans la moquette de leurs salons de Gauche, ceux qui glapissent avec les chacals de la réaction contre ceux qui osent se battre et vivre debout. Il n'y a que deux camps, celui de la Kollaboration et celui du soulèvement. Alors, messieurs les Maitres-Penseurs, gardiens de la morale bourgeoise, conseillers du Prince et bouffons de Cour, « chiens de garde » et contremaitres de l'Etat bourgeois, sachez qu'il vous faudra assumer vos lourdes responsabilités. A l'escroquerie des couinements sur les « Droits de l'Homme », fondements éthiques de la dictature bourgeoise, nous saurons imposer la volonté prolétaire, la volonté révolutionnaire de classe. Balayons toutes les légalités et affirmons par l'action offensive la légitimité du pouvoir prolétaire !



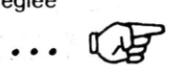
Dans chaque situation, la riposte doit être proportionnelle à l'attaque. Par exemple, lorsqu'une revendication salariale peut être satisfaite par une grève légale, c'est ce moyen qu'il faut employer. Par contre, lorsque l'agression de l'Etat s'exprime par la violence la plus directe, il ne peut être question de répondre autrement que par la violence révolutionnaire. Et qu'est-ce que la prison, si ce n'est l'expression la plus directement brutale de la violence d'Etat ? Les QHS y sont alors le summum de la sauvagerie bourgeoise, la plus extrême des violences. Le QHS est torture par l'isolation à tous les niveaux : abolition de toute vie sociale, privation sensorielle par l'enfermement sous une cloche de béton et d'acier. Jour après jour, durant des mois et même des années, les porcs cherchent à briser les rebelles en les dépossédant de toutes leurs capacités sensorielles et relationnelles, privation de la maîtrise du temps et de l'espace, suppression de tous les éléments dont se forge l'identité d'un individu. Le camarade Jean-Paul Gérard est dans son 16ème mois de QHS pour le seul et unique fait de son identité révolutionnaire. D'autres camarades, militants ou non, sont dans le même cas. Tolérer sans réagir cette situation, c'est se résigner par avance à tous les esclavages à venir. Il s'agit ni plus ni moins d'une volonté d'extermination : ce n'est pas une métaphore mais une réalité brutalement quotidienne, dont il nous faut crier l'inacceptable, de toute notre détermination concrète, de toute la conscience révolutionnaire qui est la garantie et le produit de notre humanité.



Que selon leurs propres sensibilités, certains expriment leur refus de ces situations extrêmes par des moyens légaux et pacifiques, tant mieux, nous ne pouvons que les y encourager. Cependant, si la lutte contre la répression carcérale se trouve réduite à ces expressions démocratiques (prises de parole, pétitions et autres manifestations pacifiques), elle ne peut être que réformiste, et son effet s'oppose alors radicalement au but recherché car il ne peut aboutir qu'à des aménagements rendant le combat encore plus difficile et renforçant donc l'appareil d'oppression. Ce type de lutte n'est donc acceptable pour nous, prisonniers révolutionnaires, que dans la mesure où se développe également un combat armé dont la radicalité soit à la hauteur exigée par la barbarie juridico-carcérale, combat exprimant par la violence révolutionnaire notre volonté de détruire objectivement toutes les prisons et de libérer tous les prisonniers.

Nous n'appelons pas au « soutien ». Les prisonniers révolutionnaires n'ont que faire d'un soutien de spectateurs. Ce dont il s'agit, c'est d'établir dans l'action la continuité entre les luttes de l'intérieur et celles de l'extérieur. Ce qui est à l'ordre du jour, c'est le combat révolutionnaire, dehors, dedans, dehors et dedans, brisant les murs de tous les bunkers.

Le vecteur de cette continuité, c'est la lutte des classes. A nous d'en faire une guerre totale, classe contre classe, et que la guérilla en soit l'expression la plus mûre. Lutte de classes parce que les prolétaires extra-légaux, dont l'immense majorité des 41.000 prisonniers, sont une couche du prolétariat à part entière. La prison n'est qu'un outil de répression parmi bien d'autres, dont le seul et unique rôle est de garantir l'exploitation capitaliste. Le combat des prolétaires détenus est donc combat anti-capitaliste. Le combat des prolétaires détenus est donc combat anti-capitaliste. Or, la phase actuelle du capitalisme est l'impérialisme. Donc le combat anti-impérialiste est combat de classe et, par conséquent, l'anti-impérialisme implique la lutte des prolétaires détenus et le combat prolétaire contre les prisons. Le combat anti-impérialiste de classe trouve son expression la plus centrale, la plus avancée, dans la guérilla. Aussi la forme privilégiée du combat contre les prisons doit-elle être la guérilla.



D'autre part, nous affirmons que le sujet révolutionnaire dans les prisons n'est pas le « prisonnier politique » reconnu comme tel par l'Etat ou par la presse bourgeoise, mais qu'il est le prolétaire détenu. Aussi la tâche des prisonniers les plus conscients est de favoriser par tous les moyens le développement et l'organisation de l'avant-garde objective des prolétaires détenus, avant-garde qui constitue la place naturelle de tous les militants révolutionnaires emprisonnés, conscients de leurs responsabilités et dont la répression ne doit faire que renforcer la détermination. Au sein de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat détenu, doivent donc se regrouper les militants organisés et l'ensemble des rebelles armés contre l'Etat et la bourgeoisie, que leurs actions aient été ou non revendiquées politiquement.

Il est donc urgent que les militants détenus qui n'ont pas l'intention de ramper ou de chercher la démerde individuelle en se faisant des illusions sur le sort que leur réserve la Justice d'Etat, se manifestent, occupent leurs postes de combat sur le front de la lutte des classes dans les prisons, fassent connaître leurs situations par voie de presse, établissent entre eux les échanges politiques nécessaires à un processus d'unification dépassant les sectarismes et les dogmatismes, paralysants et absurdes face aux agressions de l'Etat. Une orientation commune : confrontations et connections. Il est urgent d'établir dans l'action la continuité révolutionnaire entre les luttes dans les prisons et le combat anti-impérialiste général, par l'attaque frontale contre le système juridico-carcéral. Attaque des centres de pouvoir des appareils

judiciaires, policiers, pénitentiaires. Harcèlement de tous les organes de répression et de fonctionnement de l'appareil pénitentiaire. Casser la rentabilité des QHS en faisant que ces centres de torture et d'extermination des résistants coûte à l'Etat terroriste chaque jour plus cher en rouages humains et matériels. Par la généralisation et la radicalisation du combat révolutionnaire, par tous les moyens, obtenir le démantèlement des QHS. Faire de cet affrontement un front actif de l'anti-impérialisme dans son expression conséquente de l'internationalisme prolétarien, donc dans l'appui résolu aux combats des prolétaires détenus de toutes les prisons d'Europe.

**Vive la juste guerre pour le communisme des Brigades Rouges
et des autres organisations communistes combattantes,
avant-garde politique et militaire du prolétariat italien !**

**Vive l'unification des prisonniers révolutionnaires, militants organisés
ou rebelles inorganisés, vers la constitution de l'avant-garde objective
des prolétaires détenus !**

Vive la lutte armée pour le communisme !

Vive l'internationalisme prolétarien combattant !

**Fermeture immédiate des QHS, axe principal du combat pour la destruction
de toutes les prisons et la libération de tous les prisonniers.**

Frédéric Oriach
200/809 1/113
42 rue de la Santé
75 013 Paris
France

Jean-Paul Gérard
698 795
QHS de la prison de Fresnes
av. Général Leclerc
94 261 Fresnes
France

le 6 janvier 1981

**Q.H.S.
Nécropoles des métropoles impérialistes**

Le présent nous voit confrontés à la croissance quantitative et qualitative des moyens de répression et à l'augmentation des tensions sociales, en tant que résultat de la poursuite de la "crise". Ceci a une application claire : enfermer dans les prisons pour donner une impression de normalité sociale ; c'est la forme aberrante par laquelle le capitalisme essaye de contrôler les tensions que lui-même engendre. Au sein de la prison dont le rôle est de garantir l'exploitation capitaliste, on trouve une autre prison : le Q.H.S. Les Q.H.S. sont la pointe avancée de la barbarie bourgeoise, sa violence la plus raffinée.

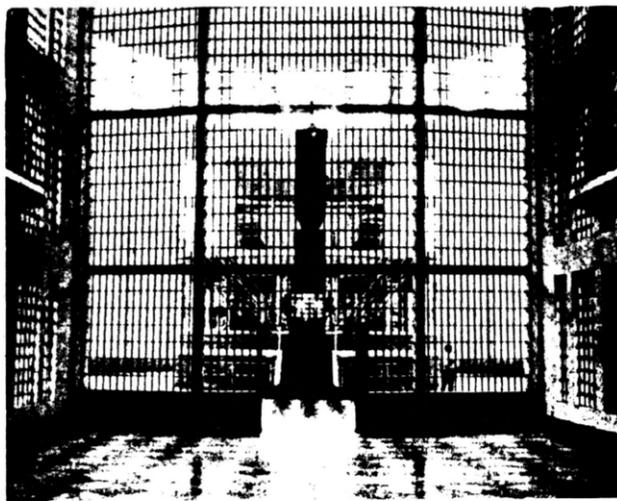
Au Q.H.S. de Fresnes, 7 prisonniers sur 11 : J.P. DOUBLET, S. CHOUTEMPS, J.C. FAGNARD, J.P. GERARD, M. CHALEWSKY, M. KAVEN, J.C.

VILLOQUET, sont en grève de la faim depuis le 5 janvier, - afin que leur soit rendu droit de leurs légitimes revendications,

- afin de crier leur refus de l'inacceptable.

Dialogue d'aveugles. Discours de zombies. Les fouilles de cellules sont quotidiennes, les fouilles personnelles aussi et corporelles, elles prennent parfois un caractère dégradant pour l'individu.

Nos conditions de survie se présentent sous forme de la dépersonnalisation, désocialisation, déshumanisation. Cellule tombale de béton, double grille, doubles barreaux, couverts en plastique. La solitude est permanente. D'une part, isolement interne, nous sommes séparés des prisonniers "normaux", d'autre part aussi, isolement total, car au sein même du Q.H.S. nous ne nous voyons jamais. Quelle communication peut-on avoir lorsqu'on s'adresse à un interlocuteur qu'on ne voit jamais ? Lorsque pour lui parler on n'a d'autre ressource, que de hurler à travers les grillages de la fenêtre ou de la cour ?



Par isolation à tous les niveaux, par l'abolition de toute vie sociale, par l'enfermement sous une dalle de fer et de béton, le Q.H.S. est torture pour nous jour par jour. Ce traitement peut durer des mois, et même des années pour ainsi, briser les individus jugés rebelles, insoumis. Cet appareil de torture, d'oppression s'exerce, contre nous, au moyen de la dépossession de nos capacités sensorielles, relationnelles, de la privation de notre maîtrise du temps et de l'espace. Ainsi on supprime tous les éléments avec lesquels se forge l'identité de l'individu. On cherche par ces moyens à obtenir des individus "blancs", des enveloppes vidées de leur contenu, inertes. Brutale, notre réalité quotidienne porte pour nom : volonté d'extermination !

Les conditions de détention, le fonctionnement du Q.H.S. sont réglés au moyen de notes internes de service allant sans cesse dans le sens de restrictions, et naviguant en plein dans le non droit le plus absolu.

Nous demandons d'une part :

- que soit mis fin à cet arbitraire pseudo-juridique, qui sert à régir notre vie,

D'autre part, nos revendications concrètes sont :

- la fin de l'isolement total auquel nous sommes soumis, donc possibilité de partager les promenades, les séances TV avec un co-détenu,

- disparition des couverts en plastique, que nous mangions dans, avec des objets réservés à l'usage des humains,

- possibilité de recevoir des livres, lors des parloirs (comme c'est le cas pour tous les prisonniers. La "dangerosité", cette construction mentale de la bourgeoisie, se conjuguerait-elle avec analphabétisme !)

- fin des brimades et des mesquineries d'une manière générale.

Cette lutte se veut unificatrice :

- Ces objectifs qui sont nôtres peuvent aussi traverser d'autre «quartiers», que les détenus qui s'y trouvent les fassent leurs ou les adaptent selon leur propre cadre, leurs propres problèmes.

Il dépend de l'extension de la lutte, de son ampleur, de notre capacité à nous unir que celle-ci soit victorieuse, que nous l'emportions sur l'arbitraire, l'inhumain que produit l'oppression de la bourgeoisie capitaliste.

- Une solidarité large aussi est vitale, tant «dedans» que «dehors», sous les formes et modalités qu'il appartient aux individus et groupes de définir. Qu'elle soit l'arme qui nous unit les uns aux autres par delà les murs. Qu'elle soit une résistance commune par laquelle nous briserons toutes les barrières que l'ennemi de classe essaie de mettre en nous.

- Les camarades révolutionnaires emprisonnés ont un rôle à jouer aussi, ils doivent avoir conscience qu'il y a un poste de combat à occuper sur le front de la lutte des classes dans les prisons, lequel est partie intégrante de la lutte contre l'Etat, contre le capital ; ce poste de combat est à rejoindre avec détermination ; car pour les révolutionnaires qui tombent dans les griffes de la répression, cela signifie seulement que la lutte se poursuit, ailleurs, mais son caractère profond reste le même.

DETRUISONS TOUT CE QUI NOUS DETRUIT !

NOTRE LUTTE EST JUSTE, NOUS VAINCRONS !

Le 20.01.81
Jean Paul GERARD (698 - 795)
Communiste révolutionnaire
emprisonné au Q.H.S. de Fresnes.

POUR TOUT CONTACT S'ADRESSER AUX DIFFUSEURS.